

Crise énergétique : les entreprises s'inquiètent

« L'angoisse des entreprises face à la crise énergétique », titre **Le Figaro**. Pour éviter la pénurie, l'exécutif les appelle à diminuer leur consommation d'électricité et de gaz. Elles redoutent les rationnements et la flambée des prix. Les entreprises françaises profitent certes d'aides, mais celles-ci sont jugées insuffisantes. Elles bénéficient de l'Arenh. Quant au plan d'aide gouvernemental en faveur des sociétés les plus en difficulté, « il ne fonctionne pas, reconnaît Bruno Le Maire. Sur les 3 milliards alloués, seuls 500 000 euros ont été décaissés. Les critères sont trop complexes. » Dans l'électricité, l'objectif du gouvernement consiste à « aplatir » ponctuellement les pointes de consommation qui surviendront cet hiver lors des vagues de froid. Tous redoutent les coupures qualifiées de « tournantes » par RTE. Pour le gaz, ce ne sont pas les pointes de consommation qui inquiètent, mais l'amenuisement des réserves cet hiver et le risque de se retrouver avec des stocks vides en janvier. Le gouvernement demande aux entreprises d'économiser ainsi 10 % sur leur consommation d'ici le printemps 2023. « La consommation de gaz industriel a déjà baissé de 15 % à 20 %, se félicite un ministre. C'est une bonne nouvelle, les entreprises s'adaptent. » Le gouvernement suivra l'évolution de la consommation de gaz semaine après semaine. Si la sobriété n'est pas au rendez-vous, il actionnera des mesures coercitives. Il met la dernière main à un décret créant un « droit à consommer », qui attribuerait des quotas de gaz à chaque entreprise. En cas de grave manque de gaz à la fin de l'hiver, les grands consommateurs jugés non prioritaires seront coupés. Les listes de ces malchanceux sont actuellement dressées dans chaque préfecture, à partir d'un questionnaire rempli ces derniers mois par les entreprises. Les autorités communiqueront le résultat le 1er décembre au plus tard aux intéressés. « Nous regardons installation par installation, explique-t-on à Bercy. Parmi les entreprises épargnées, vous retrouverez la téléphonie mobile ou les verreries. Nous n'avons pas sauvé Arc International pour que l'outil industriel soit cassé deux mois plus tard. » Les industriels ne sont pour autant pas rassurés. « Si on doit se passer de gaz sur des durées plus longues, prévient Alexandre Saubot, le président de France Industrie, les conséquences seront sévères au niveau du PIB avec des arrêts d'usines et du chômage partiel. » (Le Figaro, p.22)

Interrogé par La Tribune en marge de la Rencontre des entrepreneurs de France 2022 à l'Hippodrome de Longchamp mardi 30 août, Patrick Martin, numéro 2 du Medef et patron d'une entreprise familiale de transport, revient sur les défis économiques et sociaux de la rentrée : assurance-chômage, difficultés de recrutement, retraite, et sur la succession à venir à la tête de l'organisation patronale. (La Tribune)